

Il a dit

«Le gouvernement veut éviter que les réserves ne continuent de chuter»



Axel Kicillof Ministre argentin de l'Economie

Le chiffre

678

Soit, en millions de dollars, le montant record des ventes de bijoux aux enchères de la maison Christie's en 2013. C'est 18% de plus que l'an dernier.

Aéronautique

Airbus Group biffe des emplois

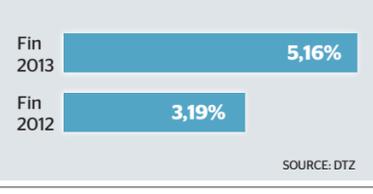
Airbus Group restructure. Près de 1400 emplois devraient être supprimés d'ici à trois ans en France dans les branches défense et espace de l'entreprise, a annoncé sa direction hier.

Bureaux

Taux élevé de vacance

A Genève, le taux de vacance des bureaux est en hausse, à 5,16% à la fin de 2013, a indiqué, hier, le groupe immobilier DTZ.

Taux de vacance des bureaux à Genève



Excès

Le revenu des dirigeants doit être mieux encadré

La Fondation Ethos a des exigences plus contraignantes que celles de l'initiative Minder, alors que les rémunérations augmentent encore

Frédéric Vormus

L'heure de la transparence a sonné pour les sociétés suisses cotées en Bourse. Dans une année, elles devront soumettre les rémunérations de leurs dirigeants aux votes des actionnaires, tel que l'impose l'initiative Minder, acceptée en 2013 par le peuple.

Ethos, qui gère les investissements de 140 caisses de pension et d'institutions, a publié hier ses lignes directrices pour les votes durant les assemblées générales. Les exigences de la fondation genevoise vont plus loin que celles de l'initiative Minder alors même que dans la pratique les sociétés sont encore éloignées de la transparence voulue, comme le souligne Dominique Biedermann, directeur d'Ethos: «L'application de l'initiative n'impose pas plusieurs votes distincts sur le salaire fixe, sur les bonus et sur les plans de participation en titre. Une seule enveloppe suffit. Toutefois, si les entreprises ne sont pas complètement transparentes, Ethos n'est pas prêt à l'accepter en assemblée générale.»

La fondation souhaite que les bonus soient accordés selon les résultats. Leur montant devrait donc être avalisé après les résultats de l'exercice, et non plus avant.

Trois fois le salaire fixe

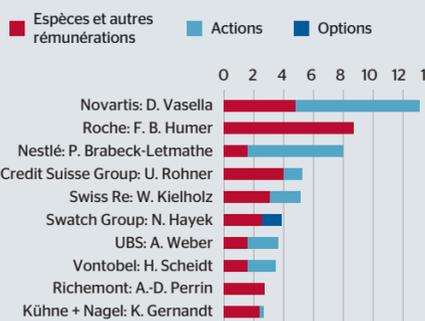
Parmi les mesures phares exigées par Ethos figure la limitation de la part variable de la rémunération. Celle-ci ne doit pas être supérieure au triple du salaire fixe du directeur et au double de celui des membres de la direction. En 2012, 19% des sociétés cotées ont pourtant attribué un bonus supérieur à trois fois le salaire de base du directeur.

La part fixe des salaires d'un tel poste ne devrait pas non plus varier d'une entreprise à une autre. «Il n'y a aucune raison pour que le salaire fixe d'un directeur diffère de celui d'un autre directeur d'une société du même secteur aux caractéristiques similaires», estime Dominique Biedermann. De

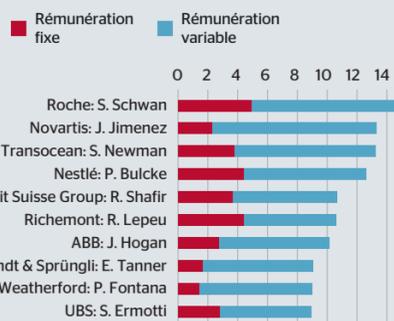
Evolution des rémunérations dans les sociétés suisses de 2004 à 2012*



Les 10 membres du conseil d'administration les mieux rémunérés en 2012
En millions de francs



Les 10 membres de la direction générale les mieux rémunérés en 2012
En millions de francs



Les dirigeants suisses gagnent plus

La Fondation Ethos a présenté hier la 8e édition de son étude annuelle sur les rémunérations des dirigeants des cent plus grandes entreprises cotées à la Bourse suisse. Pour les membres de la direction et du conseil d'administration, les rémunérations ont progressé en moyenne de 2% avec une hausse de 4% pour le secteur financier. En 2012, un directeur général d'une entreprise du SMI (les vingt principales valeurs de la Bourse suisse) a gagné en moyenne 7 169 827 en salaire fixe, bonus et options. En comparaison, pour un directeur d'une entreprise cotée, mais de moindre importance, ce montant passe à 1,57 million. Les vingt membres de la direction générale les mieux rémunérés ont empoché

plus de 5 millions de francs chacun. Le patron de Roche, Severin Schwan, s'est hissé au premier rang avec une rémunération totale de plus de 14 millions. Il est suivi de Joe Jimenez, Novartis (près de 13 millions) et Steven Newman, Transocean (aussi plus de 13 millions), Paul Bulcke, Nestlé (environ 12 millions). Les trois administrateurs les mieux payés, à savoir Daniel Vasella (Novartis), Franz Humer (Roche) et Peter Brabeck (Nestlé) sont tous d'anciens présidents et directeurs généraux. Chacun a gagné 8 millions de francs ou plus (voir infographie). Dès l'année prochaine, les rémunérations des dirigeants seront soumises à l'approbation des actionnaires. **F.V. avec ATS**

même, un président de conseil d'administration ne devrait pas être rétribué de manière disproportionnée par rapport aux autres membres de ce conseil. Dans la réalité, plus du quart des présidents gagnent quatre fois plus que les personnes avec lesquels ils siègent.

Où est le raisonnable?

Les garde-fous érigés par l'initiative Minder, et qu'Ethos souhaite voir renforcés, cherchent à définir des revenus acceptables. «Une rémunération raisonnable de dirigeants ne peut se comprendre qu'en fonction de la taille et de la complexité de l'entreprise. Dans cet esprit, je ne trouve pas que les salaires pratiqués par exemple chez Novartis ou dans les grandes banques le soient», esquisse Dominique Biedermann.

D'autant plus que l'année dernière, les rémunérations des dirigeants des plus grandes sociétés suisses ont augmenté de 2% (lire ci-contre).

Les monnaies chutent dans les pays émergents

Les devises turque, russe, brésilienne et argentine ont dégringolé. Explication

Elles succombent toutes. En Afrique du Sud, le rand a touché hier son niveau le plus bas en cinq ans. Le rouble russe ne s'est lui pas repris hier, après avoir atteint vendredi la valeur la plus basse de son histoire face à l'euro. La livre turque a également dégringolé et le peso a affolé les Argentins en fin de semaine dernière.

Les explications? Elles sont multiples. Toutes ces monnaies subissent l'effet du resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (la FED), qui a provoqué un repli des investissements étrangers. La perspective de la fin de la politique monétaire très généreuse de la puissante banque centrale ne rassure pas tout le monde.

De nombreux économistes estiment en outre que les pays émergents ont terminé leurs années de forte croissance et qu'ils entrent dans une période de turbulences sans avoir suffisamment réformé leurs économies. Des facteurs internes interviennent en effet: le rand, considéré comme un indicateur avancé

pour les nations émergentes, subit les effets d'une grève dans des mines de platine essentielles; des difficultés budgétaires nationales se font aussi sentir. Pour la Banque centrale sud-africaine, la chute du rand est un casse-tête car elle alimente une inflation galopante dans un contexte de croissance trop faible pour résorber des taux de chômage élevés. La livre turque subit quant à elle depuis un mois les répercussions d'une tempête politique provoquée par le scandale de corruption qui écabousse le premier ministre Recep Erdogan. Le rouble pâtit du ralentissement de l'économie russe et de la politique de sa Banque centrale, qui a décidé de réduire progressivement son arsenal de mesures encadrant sa devise pour la laisser flotter librement dès 2015.

Certains modèrent toutefois l'importance de ces baisses. «Ce n'est pas le rouble qui faiblit, mais le dollar et l'euro qui renchérissent face à toutes les devises des marchés émergents», a souligné hier la présidente de la Banque centrale de Russie, Elvira Nabioullina. Des hauts responsables de la zone euro ont écarté hier l'hypothèse d'une contagion de ces problèmes vers l'union monétaire.

Richard Etienne

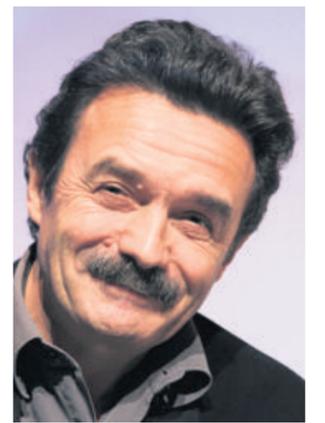
«La Cité» et «Mediapart» lancent un partenariat

L'alliance avec le quotidien français en ligne n'est que rédactionnelle, mais elle offre une visibilité unique au mensuel genevois

C'est un peu l'alliance entre les David et Goliath du journalisme d'investigation qu'ont présenté hier les responsables du mensuel genevois *La Cité* et du quotidien français online *Mediapart*. Un partenariat, pour l'heure uniquement éditorial et rédactionnel, mais qui pourrait évoluer, comme le précise Edwy Plenel, directeur et cofondateur de *Mediapart*. «Pour l'heure nous allons simplement reprendre sur notre site des articles de *La Cité* et lui offrir la possibilité de publier certaines de nos enquêtes.»

Un soutien inespéré et bienvenu pour *La Cité*, créée en 2011 par des journalistes aspirant à une totale indépendance, soit une publication entièrement financée par ses lecteurs. Une philosophie qui rapproche les deux titres pourtant diamétralement opposés. D'un côté l'impressionnante machine *Mediapart* qui n'a cessé de grossir depuis sa création en 2007, avec aujourd'hui 83 000 abonnés, 50 salariés et un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros. Et de l'autre une petite rédaction, presque bé-névole, qui fonctionne à la pige et au mandat, avec un budget de 120 000 francs.

Ce partenariat offre une vitrine exceptionnelle aux enquêtes des journalistes genevois tout en permettant à *Mediapart* de s'implanter au cœur d'une place financière et internationale. Un choix qui n'a



Edwy Plenel, directeur et cofondateur de «Mediapart». AFP

rien d'anodin, même si le Français assure qu'il s'agit prioritairement d'un «partenariat durable de conviction et de compétences». «Vous imaginez si nous avions eu cette alliance au début de l'affaire Cahuzac, par exemple?» lâche Edwy Plenel l'œil brillant. Un pied en Suisse, donc pour *Mediapart* qui est déjà associé à un journal d'investigation espagnol et qui n'exclut pas d'étendre ces possibilités de «mutualiser l'information.»

Réunis à la librairie arabe L'Olivier, Jean-Noël Cuénod, ancien correspondant à Paris de la *Tribune de Genève*, aujourd'hui rédacteur en chef de *La Cité* et son collègue français ont aussi annoncé le lancement d'un abonnement couplé. «Pour 220 francs, on pourra recevoir *La Cité* et accéder au site *Mediapart*», détaille Fabio Lo Verso, fondateur de *La Cité*, qui espère bien drainer ainsi de nouveaux abonnés. **Isabel Jan-Hess**

Nombre record de chômeurs en France à la fin de 2013

L'an dernier, le nombre de chômeurs a augmenté de 5,7%, contre 10% en 2012

La France comptait 3,3 millions de chômeurs à la fin de 2013, a annoncé hier le Ministère du travail. Ce chiffre record constitue un

échec pour le président François Hollande, qui avait promis d'inverser la courbe du chômage.

Le ministère a dénombré 10 200 demandeurs d'emplois en plus en décembre. En incluant les chômeurs ayant eu une petite activité, Pôle emploi dénombrait 4,89 millions d'inscrits à la fin de décembre,

un autre record. François Hollande s'est félicité d'avoir «stabilisé» le niveau du chômage tout en reconnaissant que «cela ne suffit pas». En 2013, le nombre de demandeurs d'emplois a crû de 177 800 (+5,7%) après +283 800 en 2012 (+10%), ce qui fait dire au ministère que l'année «aura été marquée par un net

mouvement d'amélioration». Vu que la croissance n'est pas estimée à plus de 1% en 2014, les économistes sont circonspects. Selon l'Insee, le taux de chômage actuellement à 10,5% devrait continuer à grimper pour atteindre 10,6% (11% avec les zones outre-mer) à la fin du mois de juin. **ATS**